

Vu le code des impôts ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 27 mai 2009,

Arrête :

Article 1er.— Pour l'application de l'article LP. 931-11 du code des impôts et le bénéfice de la majoration de cinq points du taux de crédit d'impôt qui leur est applicable, les programmes d'investissement présentés dans le secteur du logement doivent recevoir des équipements d'énergies renouvelables répondant aux seuils de production d'énergie définis à l'article 2.

Art. 2.— Le programme devra intégrer une installation de production d'électricité d'origine photovoltaïque dont la puissance exprimée en kilowatt-crête (kWc) devra être supérieure à un seuil minimum égal à la somme des valeurs obtenues en multipliant le nombre de logement de chaque type par la valeur de référence figurant dans le tableau ci-dessous :

Type de logement	Valeur de référence
F1/F2	0,5 kWc
F3	1 kWc
F4	1,5 kWc
Au delà	0,5 kWc par chambre supplémentaire

Art. 3.— L'entreprise qui réalise le programme d'investissement doit joindre à la demande d'agrément une attestation du service de l'énergie et des mines que le seuil posé à l'article 2 est respecté.

Art. 4.— Le ministre de l'économie et des finances, en charge du budget, des comptes publics, de la réforme fiscale et des petites et moyennes entreprises, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 29 mai 2009.
Oscar Manutahi TEMARU.

Par le Président de la Polynésie française :
Le ministre de l'économie et des finances,
Georges PUCHON.

ARRETE n° 763 CM du 29 mai 2009 portant mesures d'application du régime des investissements dans les fonds communs de placement à risques faisant l'objet du titre III de la troisième partie du code des impôts.

NOR : SCD0901231AC

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de l'économie et des finances, en charge du budget, des comptes publics, de la réforme fiscale et des petites et moyennes entreprises,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1164 PR du 17 avril 2009 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu le code des impôts ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 27 mai 2009,

Arrête :

Article 1er.— En application de l'article LP. 951-5 du code des impôts, le bénéfice du crédit d'impôt auquel ouvre droit la souscription à un fonds de placement à risques agréé en Polynésie française, est subordonné :

- à la limitation du montant cumulé des droits d'entrée et de sortie du fonds à une somme au plus égale à 5 % du montant de la souscription ;
- à la limitation du montant des frais de gestion du fonds à une somme au plus égale à 4 % du montant de la souscription.

Art. 2.— Le ministre de l'économie et des finances, en charge du budget, des comptes publics, de la réforme fiscale et des petites et moyennes entreprises, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 29 mai 2009.
Oscar Manutahi TEMARU.

Par le Président de la Polynésie française :
Le ministre de l'économie et des finances,
Georges PUCHON.

ARRETE n° 767 CM du 3 juin 2009 portant nomination de M. Warren Dexter en qualité de chef du service des contributions par intérim du 12 au 22 juin 2009.

NOR : SCD0901260AC

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de l'économie et des finances, en charge du budget, des comptes publics, de la réforme fiscale et des petites et moyennes entreprises,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1164 PR du 17 avril 2009 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 507 CM du 18 juillet 2005 portant nomination de Mme Claude Panero en qualité de chef du service des contributions ;

Vu l'arrêté n° 57 MEF du 23 avril 2009 portant délégation de signature à Mme Claude Panero, chef du service des contributions, ainsi qu'à certains agents du service des contributions ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 27 mai 2009,

Arrête :

Article 1er.— M. Warren Dexter, responsable du bureau "législation et contentieux", est nommé chef du service des contributions par intérim durant l'absence de Mme Claude Panero, chef du service des contributions, du 12 au 22 juin 2009 inclus.

Art. 2.— Le ministre de l'économie et des finances, en charge du budget, des comptes publics, de la réforme fiscale